

**Discours du Recteur de L'Université Antonine
P. Antoine RAJEH**

À l'occasion du 10^{ème} Anniversaire de l'Université

De la coexistence méfiante à la coopération créatrice

**L'Enseignement Supérieur au Liban
Fonctions et défis**

**15 mai 2006
Fête de Notre Dame du Printemps**

PRÉAMBULE

Nous célébrons aujourd'hui plus d'une occasion : la première étant le 10^{ème} anniversaire du lancement officiel de l'Université Antonine, lequel est venu couronner un travail académique remontant aux années soixante du siècle dernier...et la deuxième étant la fête de Notre Dame des Semailles ou encore Notre Dame du Printemps comme il a plu à mon cher prédécesseur de la nommer.

Rien n'est plus beau que d'offrir, chaque année, à Notre Dame de la Fertilité et de l'Amour, les moissons et les espoirs de notre Université pour les bénir.

C'est pourquoi nous avons voulu que cette occasion annuelle soit un rendez-vous pour notre Université avec elle-même, avec son milieu et le monde, où elle aborderait l'enseignement supérieur et ses soucis, et offrirait à la famille universitaire libanaise, la quintessence des conceptions et suggestions qui auraient bourgeonné aux pieds de Notre Dame du Printemps, irriguées par la grâce et le savoir à la fois...

En nous penchant ainsi sur les problématiques de l'enseignement supérieur, auxquelles nous consacrons le discours annuel du Rectorat, nous tentons d'ouvrir, à la réflexion à ce sujet, des parenthèses toujours nouvelles, et d'élargir l'horizon des possibilités via l'expérience, courte il est vrai, mais assez riche, de notre jeune Université.

INTRODUCTION

Au Concile Vatican II, l'Église a libéré la recherche scientifique de l'emprise des dogmes, ne reconnaissant comme critères de validité que la démonstration et l'expérience. Elle a toutefois reconnu l'inaptitude de la science, à elle seule, à évaluer les répercussions de son évolution sur la vie et la dignité de l'homme... C'est pourquoi, elle a confié à l'Université, en plus de sa fonction éducative, une fonction normative, ainsi qu'un rôle prépondérant dans l'évangélisation, consistant dans la promotion d'un dialogue continu entre l'Évangile et la société contemporaine, confirmant l'unité de la raison et de la foi et déployant entre savoir et grâce, les ponts d'une science humanisée et d'une foi lucide⁽¹⁾.

D'autre part, le Concile préconise une coopération fraternelle et généreuse entre les différentes institutions scientifiques, et ce, dans le cadre d'un renouveau intérieur profond qui leur permettra d'assumer consciemment et délibérément leur responsabilité, et de rayonner par la qualité de leur enseignement, plutôt que par leur nombre⁽²⁾.

Où en sommes-nous, au Liban, de l'esprit de ce Concile?

Le discours bienveillant, voire mielleux, que les institutions universitaires échangent entre elles, constitue-t-il une preuve d'une coopération suffisante entre elles? Ne s'agit-il pas plutôt d'une simple coexistence méfiante qui subit la diversité telle une malédiction inévitable, au lieu d'en profiter comme catalyseur de la créativité... ?!

Nos institutions universitaires se concertent-elles dans l'assomption de leur responsabilité quant à l'impact de

la science sur la vie de l'Homme ? Ou favorisent-elles, à leur insu, la dégénérescence de l'objectivité scientifique en un agnosticisme axiologique, pire rejeton du scientisme ?

À la lumière de ces questions, nous abordons l'enseignement supérieur au Liban avec tous ses soucis ; anciens et nouveaux. Nous avons voulu que cette approche soit une critique ciblée, au cours de laquelle nous nous interrogeons sur le degré de réussite de cet enseignement dans l'accomplissement de ses fonctions principales, éducatives, culturelles, de développement et autres. Nous analyserons ensuite nombre de nouveaux défis qui guettent l'Enseignement Supérieur au Liban à présent, essayant de prouver qu'il est possible de se fier aux valeurs de la coopération, de la solidarité et du partenariat et d'y asseoir les relations entre les universités ainsi qu'entre elles et l'Etat, et que la compétition aveugle n'est pas inéluctable, si nous voulons toutefois que ce pays redevienne l'université du monde arabe, dessein qui l'accule à se dépasser sinon à se transcender.

A- L'Enseignement Supérieur au Liban : où en sommes-nous de nos fonctions principales ?

1- L'Enseignement Supérieur et les opportunités de développement social

S'il est vrai que nos politiques sociales sont encore trop élémentaires pour qu'on se permette l'ambition, ou la candeur, d'envisager l'insertion du droit à l'enseignement supérieur parmi les droits fondamentaux, l'on ne peut que prendre acte de la démocratisation massive de ce qui fut pendant longtemps un privilège d'élite. Démocratisation qui, loin de se limiter à réduire les décalages entre les différentes classes sociales en matière d'accès à un enseignement supérieur de qualité, s'efforce également de

préserver le droit de chacun à la formation continue quel que soit son âge.

Sur ce, l'enseignement supérieur devient un point-charnière dans les politiques de développement social, partout dans le monde, et notamment dans les sociétés en voie de développement.

Il est donc évident qu'on ne peut évaluer ce secteur sans tenir compte de ce critère déterminant qu'est sa réussite à fournir des opportunités d'ascension sociale qualitativement et quantitativement satisfaisantes.

Procéder à une pareille évaluation au Liban nous mettra certainement face aux questions suivantes :

- L'accroissement quantitatif dont a témoigné l'enseignement universitaire au Liban constitue-t-il un vrai développement dans les chances et une garantie de leur répartition équitable ?
- La décentralisation de l'Université Libanaise et de certaines universités du secteur privé a-t-elle conduit à une démocratisation des opportunités universitaires ?
- Avons-nous au Liban un système de bourses d'études permettant aux étudiants, quels que soient leur niveau social, leurs appartenances ou leurs lieux de résidence, de suivre la spécialisation de leur choix ? Ou seraient-ils contraints à borner leurs ambitions en fonction de leurs moyens financiers ?
- Quel est l'impact des effectifs toujours croissants que l'enseignement pré-universitaire accrédite à la poursuite d'études supérieures sur cette problématique ? Cette croissance quantitative est-elle corollaire d'une progression qualitative des chances ou un nivellement par le bas ? La politique de sélection tardive (la sélection qui survient à la fin de la première année universitaire par exemple ou à

la fin de chaque cycle d'enseignement) serait-elle une solution acceptable ? Ne mènera-t-elle pas d'office - dans un pays comme le Liban, qui manque de substitut réel pour la formation universitaire - à une déviation vers des spécialisations marginales ou, pire encore, à la fuite hors du système éducatif... et, dans les deux cas, à la perte de grands investissements et à l'atteinte au droit des étudiants à une formation adéquate à leurs compétences ?

Il est, par conséquent, impératif que l'Etat œuvre, en partenariat avec les universités privées, à la mise en place d'un système de bourses, consistant à sélectionner et adopter les talents au niveau de l'enseignement secondaire, assurant à ceux qui méritent un soutien et un encouragement exceptionnels une formation universitaire propice. Un tel système amoindrirait certainement les décalages entre les différentes classes sociales quant aux chances d'accès à une formation universitaire de qualité dans toutes les spécialisations.

Quant aux inégalités de chances issues de la centralisation excessive de l'enseignement supérieur, on ne pourrait les atténuer que par le moyen d'une décentralisation géographique, mue par une planification rationnelle et non par l'émulation et le professionnalisme aveugles. Pareille démarche contribuerait en même temps à freiner l'exode rural et à vivifier le circuit socio-économique dans les périphéries.

Reste à vérifier si les opportunités d'enseignement universitaire sont des opportunités de développement et d'ascension sociaux réels, et non pas une simple affaire de fréquentation des institutions universitaires, un problème que nous traiterons plus tard dans le présent discours.

2- L'Enseignement Supérieur : fonctions éducative et culturelle

Nous pouvons résumer la fonction éducative de l'Université en trois points :

“ Le transfert du savoir, la critique du savoir et la production du savoir (...). Dans le premier, il s'agit d'une formation exhortant à l'acquisition du savoir. Dans la deuxième, d'une aptitude acquise à l'analyse du savoir et son assujettissement à la comparaison et la délibération, et enfin, dans la troisième, il s'agit d'une énergie exceptionnelle capable de transformer le savoir en une matière de création et d'innovation. Par suite, la production du savoir exige l'insertion des aptitudes de recherche parmi les compétences d'apprentissage. Dans cette perspective, la production du savoir devient la conséquence naturelle de la critique de ce dernier, critique qui découle automatiquement d'un mode de transfert du savoir d'une manière réflexive et analytique ”⁽³⁾.

Notons d'autre part, que la diffusion du savoir spécialisé revêt une importance capitale dans des sociétés, qui, tout comme la nôtre, s'efforcent de déconstruire une weltanschauung mythique - diffusée et entretenue par les fondamentalismes religieux et tout un réseau de profiteurs - et une autre idéologique qui substitue aux détours de la réflexion les courts-circuits des slogans... D'où le rôle déterminant du savoir universitaire et de sa diffusion dans la rationalisation du conscient collectif.

Toutefois, l'on ne pourrait se contenter du simple transfert de connaissances importées, en majorité, de l'Occident industriel, qu'au prix de stériliser notre enseignement universitaire et de laisser nos sociétés mariner plus longtemps dans un déplorable état, désormais transformé en une fatalité, d'aliénation et de dépendance culturelles.

Il est donc indispensable que l'enseignement supérieur assume la fonction du développement des connaissances, en restituant à la recherche scientifique sa place privilégiée sur l'échelle des priorités universitaires, s'immunisant du même coup contre le danger de se dégrader en un enseignement secondaire avancé.

Nos étudiants sont-ils formés dans cet esprit ? Les avons-nous exercés à pratiquer leur métier-mission de novateurs en leur apprenant à aborder toute information comme un donné provisoire sujet à la révision, ou tout au contraire, nous les aurions dressés à une passivité d'esprit telle que toute idée conserve son aura de postulat évident jusqu'à ce que son artisan nous envoie sa propre critique à son sujet ?

La marque essentielle du savoir universitaire est sa nature critique ouverte à la discussion, à l'échange dialectique des idées. Dans le cas contraire, les universités se réduiront à des appareils de consommation passive de tout genre de "prêt à penser", perpétuant la marginalité culturelle et scientifique sous laquelle nous ployons.

Le but de cette promotion de l'esprit critique est en dernière analyse l'accession à un certain niveau d'aptitude à la production du savoir. Ambition qui pêche d'excès d'utopisme, dirait-on. En effet, vu la quasi-rupture entre l'enseignement universitaire et le marché de l'emploi d'un côté, et la modicité des ressources réservées à la recherche, tant dans les universités que dans le budget de l'Etat, d'un autre côté, cette objection n'est que trop perspicace... mais il est toujours possible de contourner cette situation pitoyable en focalisant les recherches dans des domaines tels que les industries légères et de transformation, les sciences éducatives et sociales, ainsi que certains volets des sciences médicales. Cette politique palliative nécessite un haut degré de coordination entre les universités et l'Association des Industriels et autres organisations

économiques pour définir et cadrer les priorités de la recherche.

Si nous aspirons toutefois à rehausser le plafond de nos espoirs, loin de nous contenter des débris de solutions, nous avons intérêt à nous acharner pour attribuer à la recherche scientifique la position qu'elle mérite dans les budgets de nos gouvernements successifs; parce que l'investissement dans la raison humaine est le seul pari économique qui ne risque ni l'échec ni la corruption.

Si nous comptons passer des slogans réformistes - dont la pléthore n'a d'équivalent que la stérilité réelle - à une réforme véritable, il est nécessaire que la dynamisation des secteurs de production, et plus particulièrement celle basée sur la connaissance, se substitue, dans les priorités de nos gouvernements, à l'encouragement de la consommation et des services, ainsi qu'à la gestion du déficit.

Un tel pari aboutirait spontanément à consolider la coordination entre les centres universitaires de recherche, et les secteurs de production, avec tout ce qui en résulte comme avantages qui ne se bornent pas uniquement à la qualité de l'enseignement supérieur mais la dépassent de loin pour aboutir à l'ouverture de nouveaux horizons d'émancipation économique à notre société.

3- Répondre aux besoins du marché pour la main d'œuvre spécialisée

“ Autrefois, l'Université ne se posait guère le problème de la préparation professionnelle (...). Ce n'est plus aussi vrai aujourd'hui (...) la société - les employeurs comme les politiques - a de plus en plus tendance à privilégier la finalité professionnelle et à demander à l'université de fournir des cadres, de la main d'œuvre, au détriment des autres finalités ”⁽⁴⁾.

A quel point l'enseignement supérieur au Liban est-il à même de garantir une formation professionnelle appropriée au marché ?

Ne soyons pas trop optimistes vis-à-vis du grand nombre de détenteurs de diplômes élevés au Liban. Les statistiques montrent que notre enseignement supérieur n'est pas un visa pour le marché de l'emploi, puisque "les produits de l'enseignement donnent à s'inquiéter tant qu'ils ne répondent, ni qualitativement ni quantitativement, aux besoins de la société en général ni à ceux du marché de travail"⁽⁵⁾.

Le problème réside-t-il dans l'étroitesse du marché de l'emploi, ou dans le brouillard qui enveloppe ses indices?

Comment progresser alors dans ce domaine en l'absence de vraies statistiques sur le taux d'affluence des étudiants vers certaines spécialisations d'un côté, et sur les besoins du marché de l'emploi à court et à moyen terme d'un autre côté ?

Certains considèrent que les opportunités d'emploi sont plus liées aux appartenances, aux favoritismes et autres laissez-passer secrets qui régissent les coulisses et les catacombes de la société politique libanaise qu'aux compétences professionnelles proprement dites... D'autres se fient aux mécanismes d'auto-rectification qui cimentent les régimes libéraux...

Pour nous, le manquement de l'Etat à ses devoirs ne saurait se compenser par le maquillage du clientélisme confessionnel ni par l'espoir fallacieux de voir le chaos s'auto-organiser.

Sur ce, et bien qu'il nous soit donné, en tant qu'universités, d'établir nos propres canaux qui nous permettent de tâter les besoins du marché de l'emploi ainsi que d'évaluer le degré de compatibilité de nos formations professionnelles avec les qualités requises pour le marché de travail - mesures positives mais insuffisantes - nous

tenons aujourd'hui à ce que l'Etat assume sa responsabilité dans l'élaboration d'un plan qui expliciterait la nature du développement attendu dans le marché de l'emploi et la nature de ses besoins à court et à moyen terme à la lumière de sa vision sur le rôle économique du Liban dans l'avenir.

4- Développement et rationalisation du débat public

L'Université est pour la société le fournisseur de cerveaux et par suite, il lui incombe de développer et de dynamiser le débat public, en l'épurant des faux-problèmes et des futilités qui menacent de le stériliser. Une université manquant à sa vocation de couveuse des idées réformatrices déchoit automatiquement au rang d'un fournisseur de diplômés ou de contracts d'emplois.

S'il est vrai que, vu l'impact grandissant des médias dans ce domaine, l'Université ne peut plus prétendre au monopole de cette fonction, elle ne doit cependant renoncer à son rôle, celui de cadencer et de régler le débat public sur le rythme de l'objectivité et de l'empêcher de s'enliser dans une langue de bois ou, pire encore, de déraper vers le terrorisme intellectuel et tout autre procédé de désinformation.

L'Université peut choisir de s'éloigner des tourments de la politique et de protéger sa stabilité et sa productivité par la séquestration totale ou partielle du politique, autrement dit, de choisir d'être seulement hébergée sur le territoire national, tout en flottant idéologiquement dans l'espace de la non-appartenance.

Danger majeur mais qui n'est pas unique. En effet, s'éloigner des soucis qui guettent notre société pour se diriger vers un professionnalisme pur n'est pas le seul risque que court l'université dans cette fonction, il y a encore le risque d'infiltration des épidémies du discours démagogique superficiel dans le discours universitaire, au

lieu que ce ne soit le phénomène inverse. A titre indicatif non restrictif, il paraît que la majorité des élections estudiantines et des activités corollaires ne constituent, en dernière analyse, que des miniatures du clientélisme et de la démagogie qui entachent la vie politique libanaise. L'espace universitaire semble se diluer dans les pratiques et discours qui régissent le reste de l'agora libanaise, au risque de perdre sa spécificité, et par conséquent, sa raison d'être.

"L'enseignement supérieur, a bien souligné Rabah Abi-Haidar, est le début d'une distinction entre obligation et engagement et une mise en garde contre le camouflage des vérités à travers la provocation de l'enthousiasme et des émotions, et la transformation des slogans en stupéfiants (...), c'est un passage d'une démocratie par consentement dans les cycles primaire et secondaire, à une démocratie par participation, c'est une immunisation continue contre les risques d'une longue stagnation intellectuelle, ou d'une substitution de l'acquiescement passif à l'ouverture et l'assiduité"⁽⁶⁾.

A ce sujet, certaines études soulignent l'existence d'une relation presque inversement proportionnelle entre la qualité de l'enseignement supérieur au Liban et son engagement dans les soucis de l'agora. Ceci traduirait une "schizophrénie" dans l'identité de l'université et ses fonctions. En effet, cette disjonction signifie, d'une part, que l'engagement sociopolitique de nos institutions universitaires se fait en deçà de la rationalité et de l'académisme censés le distinguer de toute autre forme d'agir politique. Autrement dit, une cohabitation, au sein de l'université, de l'idéal d'objectivité et de positivité qui régit l'espace cognitif, et d'agissements et de propos infra rationnels qui enlissent parfois le "politique" universitaire. Cela signifie également que la production académique de l'université est orientée vers un marché autre que le marché

libanais, et que nos établissements n'ont de libanais que leur situation géographique.

L'on cerne ici une responsabilité décisive de notre enseignement supérieur dans la création de cadres propices à la formation des étudiants à la démocratie et à la pensée critique, formation qui contribuerait progressivement à la rationalisation et au décloisonnement de la vie publique.

L'implantation d'observatoires des signaux de la pratique démocratique, de l'impartialité des médias ou du respect des droits des minorités, mais aussi la création de clubs anticonfessionnalistes et autres, revêtent ici toute leur importance comme moyens de donner à l'action politique étudiantin une dimension nationale normative qui contribuerait à la refonte du concept de politique au Liban par-delà la bourse quotidienne des émotions myopes et des positions précaires.

B - L'Enseignement Supérieur face aux nouveaux défis

En plus de ses fonctions principales et des difficultés qui en entravent l'application, l'enseignement supérieur se trouve face à de nouveaux défis, dont certains sont en rapport avec la mondialisation et d'autres avec son rôle au Liban en particulier.

1- Décentralisation et coopération : heureuses nécessités

S'il est une leçon à retenir du XXème siècle, écrit Ghassan Salamé, ce serait l'impératif de décentralisation dans le domaine de la recherche scientifique. En d'autres termes, il est indispensable que la coopération entre les universités, demeurée jusqu'ici un slogan médiatique ou un cliché de politesse, soit reconnue comme un impératif vital.

Or ladite décentralisation est une dialectique de jonction et de disjonction, de coordination et de partage,

aussi loin de la logique de l'isolement, du repliement et de la compétition aveugle qui occupent, malheureusement, un vaste espace dans les relations interuniversitaires, que de la centralisation autoritariste. Ceci rend légitime, voire urgente, la question suivante : Sommes-nous prêts à relever ces défis et à assumer la responsabilité civilisationnelle qui nous incombe?

Il va sans dire que l'allure idéologique et démagogique des discours portant sur l'enseignement supérieur, centrés pour la plupart sur des soucis syndicaux, fait de la coordination entre l'Université Libanaise et les universités du secteur privé, une sorte d'hérésie ou de niaiserie, et de la coordination entre les universités du secteur privé, une sorte de conspiration contre l'Université Libanaise. Mais il est temps d'aborder l'enseignement supérieur d'un point de vue pragmatique qui nous épargnerait l'invention d'affrontements superflus là où la coopération est dans l'intérêt de tous.

Nos universités sont appelées à s'ouvrir les unes sur les autres, et à coopérer entre elles, comme conséquence naturelle de leur prise de conscience des changements radicaux imposés par la mondialisation et de leur conviction qu'elles ne pourront les affronter que par la complémentarité et la concertation.

Abdel-Jalil El-Tamimi raille, non sans raison, l'état des centres de recherche arabes qui " se distinguent " par leur " non complémentarité ", et leur manquement à " adopter une stratégie culturelle couvrant les sphères géopolitiques (...). Ces centres qui travaillent à l'écart, isolés les uns des autres, rivalisent de manière primitive et infantine autour de questions marginales, exactement comme le conflit sur la priorité de la traduction de certains livres "(7). La recherche scientifique au Liban n'échappe malheureusement pas à cette " règle ".

Serons-nous à la hauteur de ce défi ? Nos universités lâcheront-elles cette logique de rivalité pour se diriger vers la logique de la complémentarité et de l'interaction ?

La coordination au niveau des recherches n'est plus qu'un devoir moral, mais aussi une nécessité pragmatique définie par des considérations financières et logistiques : la recherche scientifique nécessite des budgets monstrueux qui font de la spécialisation et de l'économie des ressources techniques et humaines, une nécessité...

Il y a maintes formules possibles pour cette coordination, comme par exemple la mise en place de projets de recherche communs entre plusieurs universités ou centres de recherche, la conclusion d'accords interuniversitaires répartissant les sujets de recherche, et la quête commune auprès du secteur privé de financement des recherches à profit économique direct...

Ce que nous venons de proposer en matière de recherche peut tout aussi bien s'appliquer à d'autres niveaux tels que l'échange d'expériences au niveau du corps enseignant et la coopération dans le développement des critères de qualité et autres.

2- Respecter le critère de productivité sans sombrer dans la mercantilisation aveugle

Les historiens des sciences sont unanimes à rattacher le développement vertigineux des sciences américaines à la relation établie entre les recherches théoriques et celles appliquées, tout comme entre les universités et le secteur industriel. Quant au système français par exemple, il présente une certaine lenteur relative due à la priorité accordée aux études théoriques sans lien direct avec le secteur industriel...

La primauté quasi-absolue du critère de productivité dans l'évaluation des activités académiques et culturelles constitue un phénomène complexe : elle motive la recherche et garde les énergies universitaires en perpétuelle alerte intellectuelle, mais du moment où elle se transforme en mercantilisation élargie, elle menace de soumettre le chercheur lui-même aux lois de l'offre et de la demande. Elle pourrait éventuellement menacer d'amputer une partie essentielle des fonctions de l'Université, à savoir, le développement du savoir désintéressé.

Le plus grand défi pour un pays qui, comme le Liban, repense les fonctions de son enseignement supérieur est probablement celui d'adopter une attitude perspicace à l'égard du rapport dialectique entre savoir et profit, attitude qui permettra un repositionnement réfléchi des secteurs dont l'efficacité économique est réduite ou indirecte.

Qu'attendons-nous des facultés des Lettres au Liban ? Qu'attendons-nous des facultés des Sciences ? Que visons-nous de la diplomation en gros et en vrac, dans des domaines peu intéressants pour les secteurs économiques, du moment où nous ne formons pas nos étudiants pour la pratique de l'enseignement ou la recherche poussée ? N'y a-t-il pas là un investissement stérile, étant donné que ces étudiants seront employés dans des domaines qui ne recoupent leur formation universitaire que très marginalement, dans des conditions pécuniaires peu satisfaisantes et un sentiment d'infériorité irrémédiable ?

N'oublions pas de souligner qu'en avantageant les spécialisations productives économiquement, et limitant la pléthore atteignant les autres secteurs, l'on contribuerait au développement de ces derniers puisque n'y parviendront que les vrais surdoués et talentueux, capables de transformer les recherches universitaires théoriques (dans les sciences pures ainsi que dans les arts, les lettres et les sciences humaines), en un travail de recherche conforme

aux normes internationales, ou encore des innovations artistiques de qualité .

L'enseignement supérieur est, après tout, responsable de la culture et n'est pas uniquement la couveuse de la main d'œuvre.

3- Le rôle de l'Université dans le développement des autres secteurs de l'enseignement

Il est évident que c'est l'enseignement pré-universitaire qui sculpte le profil cognitif des étudiants. Toute velléité sérieuse de transformer l'enseignement supérieur d'un simple appareil de formation professionnelle en un producteur de savoirs doit absolument s'accompagner d'une révision radicale des fonctions ou objectifs octroyés aux différents cycles de l'éducation scolaire. Les universités sont le cadre idéal d'une pareille révision.

“ Les universités ne suffisent pas à elles seules pour former à la recherche; cette opération est un travail continu qui commence avec les premières années d'enseignement et qui n'en finit jamais. C'est l'enseignement pré-universitaire qui éveille l'esprit critique, et développe les tendances scientifiques chez les étudiants... l'enseignement supérieur ne sera plus contraint, le cas échéant, à choisir les élites pour mener un nombre minime de recherches conformes aux normes internationales, tel qu'est le cas actuellement ”⁽⁸⁾.

Or l'enseignement supérieur est lui-même responsable de la formation du personnel qui dirige les autres secteurs de l'enseignement, qu'il s'agisse des enseignants ou des cadres administratifs, c'est à lui, par conséquent, de développer le secteur éducatif en général à travers la diffusion du concept du savoir-en-devenir et de sa mise en application dans les méthodes d'enseignement, et

de faire évoluer les compétences de la recherche scientifique.

4- Les libertés universitaires...plus loin que l'Université

Michael Walzer considère que “ Le libéralisme est un monde de murs, et chacun d’eux engendre une liberté nouvelle (...). La frontière tracée entre Eglise et Universités crée les libertés académiques... l’Université prend alors l’aspect d’une ville forte ” et les enseignants, bien qu’ils ne soient plus immuns comme ils l’étaient au Moyen Âge, ont acquis le droit à l’hérésie, autrement dit, le droit de penser en dehors des tracés du pouvoir : ils ont ainsi accédé à l’indépendance intellectuelle.

Si le Parlement est le lieu où les factions de la société se passent de la violence matérielle et se fient au dialogue, violence symbolique cadrée et réglementée, et si l’immunité des parlementaires est la garantie de la liberté de ce dialogue, les libertés académiques sont celles qui font de l’Université le carrefour où les idées se rencontrent, loin des compromis qui sévissent en politique, et s’entrechoquent loin des faux amortissements qui substituent au génie de la conciliation la médiocrité de l’hypocrisie

L’Université serait le cadre idéal d’un dialogue aussi loin de la violence que du compromis. La liberté de l’Université n’est pas une immunité qui tolère les contraventions mais une ouverture aux plus grands possibles, à la capacité de renouveau⁽⁹⁾... Il s’agit d’une immunité contre les facteurs extérieurs, à savoir les influences de l’État et son autoritarisme intrinsèque, et d’une immunité intérieure qui l’empêche de se transformer en un camp de la logique unidirectionnelle.

Nous ne sommes pas en passe de rappeler les textes fondateurs des libertés académiques ni des déclarations de Lima, de Dar Al-Salam, de Pologne, de Kimbala, mais nous jugeons indispensable de repenser notre pratique des libertés universitaires en vue d'une refonte du concept de liberté en général.

Parler liberté dans ce contexte sentirait l'insolite étant donné que le discours de la liberté dans nos sociétés demeure un slogan de lutte brandi par les démunis contre le pouvoir, dépourvu de sens dans le dit du pouvoir, universitaire ou autre.

Or, pour nous, la liberté est la condition nécessaire de la création, un outil qu'il nous incombe d'épurer des séquelles de la rivalité et de hausser vers la solidarité lucide qui assouplirait la dualité du " nous et eux ".

En tant qu'universités, nous avons la chance, voire le devoir, de tenter des percées, quoique minimes, dans la mentalité sclérosée qui conçoit le président et le présidé comme étant "deux champs contradictoires : l'élargissement de l'un entraîne nécessairement le rétrécissement de l'autre" ⁽¹⁰⁾. Nous avons surtout l'obligation d'institutionnaliser " la liberté solidariste ", pour reprendre la formule de Nassif Nassar, et de la porter aux plus hauts degrés d'efficience.

Certes, l'air frais qu'insuffle la liberté ainsi comprise nous affranchira de la rigidité axiologique dont l'emprise n'épargne personne, même dans les milieux académiques.

S'il est vrai que la liberté est la fille des murs, elle reste toutefois appelée, de par sa nature, à les percer. Expliquons-nous. Une fois assise au sein des universités, la liberté ne tardera pas à contaminer le reste de l'espace public par-delà les campus et de s'épanouir en une culture de la liberté.

5- La langue : le défi de la qualité et de l'appartenance

La langue n'est point un simple outil d'expression plénitranparent ou axiologiquement neutre, c'est un composé complexe d'expériences accumulées et de déviations sémantiques, charriant à travers le temps une certaine weltanschauung. Sur ce, la formulation des sciences dans la langue-mère est une nécessité primordiale pour l'irriguer d'idées nouvelles et pour injecter dans les sociétés qui la pratiquent un sang nouveau. D'où la nécessité de remettre la langue arabe au centre des préoccupations scientifiques contemporaines.

Les universités seraient le cadre idéal de cette insémination civilisationnelle, le plus apte à produire de recherches scientifiques en langue arabe, et à garantir, par suite, la restauration de cette dernière comme langue authentiquement vivante.

Sur ce, il est capital que l'État procède au lancement d'un projet qui encourage la publication des recherches universitaires en langue arabe, en plus des autres langues. Ceci permettrait de réussir à la fois deux défis qu'on a souvent tenus pour contradictoires : vivre et penser au rythme du monde, et œuvrer pour une renaissance culturelle locale. Quant à nous, universités, nous nous devons de rendre moins impossibles les conditions d'une recherche scientifique en langue arabe, et d'exiger la traduction en arabe des travaux de recherche que nous effectuons dans les autres langues.

Notons qu'il semble actuellement superflu de redire l'importance du plurilinguisme, le temps où l'on le condamnait comme outil d'aliénation culturelle ou de dépendance politique et idéologique étant révolu.

Le problème actuel réside plutôt dans le niveau linguistique en perpétuelle régression, toutes langues confondues, chez les étudiants universitaires. Problème qui

s'origine, du moins partiellement, dans l'invasion par les télécoms de l'espace communicationnel et l'imposition de facto de systèmes langagiers simplifiés et superficiels... ceci ne nous dispense pas du devoir de réhabiliter le linguistique dans nos établissements.

Plus encore, il est bien temps de dépasser le plurilinguisme pur et simple vers l'exigence de l'excellence linguistique, en d'autres termes, vers la transformation de la maîtrise de niveaux linguistiques avancés en un atout supplémentaire de notre enseignement supérieur.

6- Concilier l'enseignement et la formation

A un moment où la qualité de l'enseignement, sa productivité, sa gestion et autres questions où il est facile de traduire le travail éducatif en un ensemble d'indices chiffrés occupent le devant de la scène, l'on ne doit oublier les questions plus délicates, celles qui concernent certaines fonctions de l'Université qu'aucune étude d'efficience économique n'évalue et qui échappent au contrôle des gestionnaires. Il est très risqué de transformer l'Université en un centre de services cognitifs que les étudiants fréquentent en simples clients du savoir ou de l'emploi.

L'Université doit ressaisir son rôle dans le domaine de l'éducation et de la formation. Former la personnalité de l'étudiant est la fonction fondamentale de l'enseignement, dès lors, la consolidation de la confiance en soi, de la spiritualité et des valeurs morales deviennent des priorités.

La conférence arabe sur l'enseignement supérieur a stipulé, dans un document issu en mars 1998, que les compétences que l'enseignement supérieur est censé développer chez les étudiants se repartissent en trois catégories : des compétences académiques, des compétences personnelles et des compétences requises dans

le monde de l'emploi et du vivre-ensemble. Partant, les compétences personnelles ne sauraient être exclues de nos priorités universitaires au risque de voir l'objectivité scientifique s'enliser dans l'agnosticisme axiologique.

“ La voie qui conduit du savoir à la sagesse, (...) ne consiste pas en doctrines mais en questions que nous devons nous poser comme recherches existentielles sur nous-mêmes ”⁽¹¹⁾, et c'est à l'Université de créer les cadres et occasions permettant aux étudiants de s'interroger sur la finalité de l'homme, les valeurs qui doivent régler sa vie, et de leur présenter le savoir comme un catalyseur de l'interrogation éthique.

C– La question la plus ancienne et la plus actuelle: l'Enseignement Supérieur et l'Etat

"Les rapports entre le gouvernement libanais et l'enseignement supérieur auraient pour caractéristique le rôle limité de l'État dans la naissance, le développement et l'organisation de ce dernier. D'ailleurs, les institutions privées de l'enseignement supérieur - la fondation de certaines d'entre elles remontant au dix-neuvième siècle - ont accompli leur mission pédagogique quasi-indépendamment des instances publiques (...) Preuve en est que le premier texte, voire le seul, visant à organiser l'enseignement supérieur au Liban, est la loi datant du 26/12/1961"⁽¹²⁾.

Or tel est le cas du gouvernement libanais vis-à-vis de tous les secteurs, vu que la société civile est plus ancienne que l'État, et de loin plus dynamique. Reconnaissons qu'il s'agit là d'une réalité qui pave la voie de la mondialisation et nous habilite à mieux nous adapter aux changements politiques, et non pas d'un handicap dans la structure de l'État empêchant ce dernier de bien gérer les affaires des citoyens. Le monde entier est en marche vers

l'allégement du secteur public et la réduction des responsabilités de l'État dans les secteurs économique et du service à la supervision et la coordination, loin de tout monopole et de tout interventionnisme.

Partant, nous nous devons de trouver une formule de coopération entre l'État et le secteur privé qui transcenderait le dirigisme d'un côté et l'anarchie des quotas de tout genre d'un autre côté.

1- La structure et les fonctions du Ministère de l'Enseignement Supérieur

En dépit des lenteurs administratives et des diverses entraves politiques, le Ministère de l'Enseignement Supérieur se trouve actuellement sur la bonne voie de la réforme. Nous nous rallions à lui et rappelons ici les grandes lignes de la réforme telle que nous la concevons.

*Il est impératif que, d'un appareil essentiellement administratif, le Ministère se transforme en un organisme de coordination et de planification qui dispense les informations documentées et authentifiées autour de l'enseignement supérieur au Liban. Il est en effet honteux qu'un chercheur en la matière ne trouve aucune base de données qui couvre toutes les activités dudit secteur et fournit des descriptions exactes et continuellement mises à jour des facteurs adoptés comme indices de la qualité de l'enseignement à commencer par les locaux et les équipements, jusqu'aux qualifications des corps enseignant et administratif, en passant par les programmes, les spécialisations, les méthodes d'enseignement, les recherches scientifiques et les publications. Pareilles statistiques peuvent pousser la politique du gouvernement en matière d'enseignement supérieur à sortir de l'engrenage des préjugés et des projections politiques, vers une approche fondée sur une connaissance positive et objective,

et où l'administratif et le juridique serviront de conditions favorables à la réalisation des priorités académiques au lieu de les entraver.

*Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, comme nous le concevons, patronne le chantier d'évaluation et d'accréditation universitaires continues, ce qui protégera l'étudiant contre les tricheries et l'exploitation, et les universités contre les jugements injustes. Le recours à une institution internationale spécialisée épargnera au Ministère les faux problèmes que suscite la fondation de nouveaux établissements universitaires ainsi que la sujétion aux allergies politiques et confessionnelles.

* Il importe de même que ce Ministère renferme une unité consacrée aux études et à la planification pour tracer une politique claire pour l'avenir de l'enseignement supérieur qui puisse répondre aux problématiques suivantes:

- La répartition géographique des institutions : aspirons-nous à la décentralisation pour soutenir le développement des périphéries que l'enseignement supérieur reconnaît parmi ses missions, ou bien y préférons-nous les grands campus universitaires qui empêchent la dispersion des ressources et le gaspillage qui en résulte ?

- Quel sera l'avenir du marché de l'emploi au Liban et dans les pays arabes voisins ? Quelles sont les priorités de l'enseignement supérieur en termes de formation professionnelle ? Et quel est le degré de compatibilité de la formation universitaire actuelle avec les besoins du marché de l'emploi ?

- Le Liban sera-t-il capable de devenir l'Université du monde arabe ou son institut technologique ? Dans quelles spécialisations est-il pionnier et possède-t-il un maximum de compétitivité et la capacité d'investissement ?

* D'autre part, nous proposons la mise sur pied, au sein du Ministère, de corps consultatifs élargis composés suivant

les critères du besoin et des compétences et non pas selon les favoritismes, les soucis d'équilibres confessionnels et les intérêts personnels qui n'ont fait, au cours du temps, que transgresser et les équilibres de base de l'Etat et les droits des citoyens. Lesdits corps seront appelés à consacrer le vrai partenariat entre l'État et les universités du secteur privé. Le Ministère tel que nous le voulons renfermerait un organisme chargé de dresser les stratégies nationales en matière de recherches, d'évaluer les recherches publiées et de leur assurer le soutien qu'elles méritent.

* Ce Ministère œuvrerait à moderniser les législations relatives à l'enseignement supérieur en fonction des besoins locaux et des transformations mondiales.

2-De la philosophie de l'appartenance et de la citoyenneté

"Bien qu'il se dise respectueux de la liberté de l'enseignement, le régime libanais présente des symptômes alarmants, dont la tendance des gouvernements d'après Taef à s'ériger en tuteurs des appartenances des citoyens... Le gouvernement d'aujourd'hui considère que l'allégeance au Liban en tant que patrie et à son entité politique en tant qu'État est une norme sur laquelle on devrait asseoir l'éducation de la jeunesse. Quant aux appartenances primaires, comme celles familiale ou confessionnelle, il les considère comme des négativités génératrices de conflits stériles au sein de la société politique" ⁽¹³⁾.

La généralisation de cette orientation peut mener à considérer les universités du secteur privé comme des fabriques d'appartenances antipatriotiques. Cette idée est d'ailleurs largement présente tant dans le dit médiatique que dans nombre de déclarations officielles.

Cependant, les études montrent que "la formation des "agents communautaires" se fait surtout au sein de

l'Université Libanaise. Ceci accule l'État libanais, au cas où il voudrait accorder la priorité à l'appartenance nationale, à reconsidérer la situation de notre université nationale dont il devrait "ramasser" les débris éparpillés dans les giron des communautés. Cela signifie également que la "confessionnalisation" de l'enseignement supérieur ne réside pas nécessairement dans les universités du secteur privé. ⁽¹⁵⁾

Ceci ne nous dispense cependant pas, en tant qu'universités du secteur privé, dont les liens avec des autorités religieuses ou avec des pays étrangers suscitent des doutes quant à leur loyauté patriotique, de mettre cette tension créatrice entre l'identité et l'ouverture, au centre de notre agir académique, et d'insérer l'harmonie entre l'identité et la communication, entre l'unicité et l'intégration, au sein des compétences personnelles que nous devons développer chez nos étudiants.

N'oublions surtout pas qu'il nous incombe de travailler sans trêve pour empêcher les dits liens de dégénérer en aliénation culturelle, et de veiller à ce que l'identité spécifique que s'édifie chacune de nos universités ne se transforme en complexe de supériorité ou un repli sur soi.

"Dans les pays les plus jeunes, ceux qui ont récemment accédé à leur indépendance et sont encore en recherche de leur identité, les universités ont une responsabilité : elles doivent contribuer à la constitution de cette identité (...) à condition de ne pas cultiver le particularisme, le chauvinisme et le repli sur soi. Il faut donc trouver le point d'équilibre entre l'attachement à l'identité particulière et l'ouverture sur le monde". ⁽¹⁶⁾

CONCLUSION

Quelle conclusion à la fin de cet examen de conscience?

Il nous semble que le panorama universitaire au Liban est celui d'un mélange d'énormes potentiels et de problématiques dissimulées. C'est aussi un archipel d'îlots isolés et de projets parallèles non synchronisés.

Il est temps pour la logique compétitive qui favorise les intérêts proches au détriment des critères de qualité et de l'intérêt public de battre en retraite devant une logique de solidarité sincère qui concilie nos valeurs chrétiennes et les impératifs du nouveau monde, et redonne à nos institutions universitaires un éclat qu'elles risquent de perdre au cas où elles se transforment en simples projets d'investissement alimentés par la rivalité et la compétition et attendant leurs papiers d'accréditation du marché de l'emploi.

Si l'Homme que nous visons à construire est un et la vérité que nous puisons dans les labyrinthes des sciences est aussi une, nos efforts peuvent-ils rester isolés les uns des autres ? Et avons-nous le droit de continuer à alimenter la logique de la suppression et de l'émulation aveugle ?

En somme, en cette fête de Notre Dame du Printemps, nous nous joignons à Aristote pour qui, on ne le sait que trop bien, une hirondelle ne peut pas faire le printemps à elle seule... et s'il est un printemps pour le Liban, en tant qu'université du monde arabe - université où il puise sa main d'oeuvre et d'où il surplombe les hautes montagnes des découvertes humaines - il est temps alors bien temps pour ses hirondelles de regarder plus loin que leurs propres ailes pour pouvoir voir, loin, dans les horizons ultimes de leur vocation, la ferveur de "ceux qui ont demandé le pain et n'ont trouvé personne pour le leur rompre".

Footnotes

^١ المجمع المسكوني الفاتيكاني الثاني، بيان في التربية المسيحية، العدد ١٠

^٢ المرجع نفسه

^٣ أمين البرت الريحاني، "الأدوار البحثية والتعليمية للدخول في التغيير ومواكبته"، *الأدوار الجامعية في عالم متغير*، وقائع المؤتمر الثامن والعشرين، سلسلة "الشأن العام في قضايا الناس"، منشورات سيدة اللويزة، لبنان، ٢٠٠٢، ص ٥٣.

^٤ René Rémond, « L'Université aujourd'hui: temps des grandes transformations ». *Les jeunes et l'Université. Témoigner du Christ dans le milieu universitaire*, Vatican, Libreria Editrice Vaticana, 2005, p.30.

^٥ سوزان أبو رجيلي، "الخريجات الجامعيات وسوق العمل في لبنان"، *الجامعات في لبنان والعالم العربي، نساء - رؤى - قضايا*، باحثات، الكتاب السابع، ٢٠٠٠-٢٠٠١، بيروت، تجمع الباحثات اللبنانيات، ٢٠٠١، ص ٢٢٤.

^٦ د. رباح أبي حيدر، " دور التعليم العالي في مجتمع متنوع "، أعمال المؤتمر الذي نظمته رابطة الأساتذة المتفرغين في الجامعة اللبنانية بالتعاون مع المكتب الإقليمي لليونيسكو في بيروت والإتحاد العالمي لنقابات المعلمين بعنوان: *دور الجامعة في مجتمع متنوع - حالة لبنان -*، بيروت، ٤-٦ شباط ١٩٩٨، ص ٣٥.

^٧ عبد الجليل التميمي، "دور مراكز البحث والعلماء والباحثين العرب في الجدلية المعرفية: آليات الفشل ومستقبل البحث العلمي في البلاد العربية"، *الجامعات في لبنان والعالم العربي*، م س، ص ٢٩٢.

^٨ جورج نحاس، "التأهيل الجامعي بين النهاجة التعليمية ودور الأستاذ-الوضع اللبناني نموذجاً"، *الجامعات في لبنان والعالم العربي*، م س، ص ٢٧٩.

^٩ Michael Walzer, « la justice dans les institutions », in *Esprit*, mars-avril, 1992, p. 106-108.

^{١٠} ناصيف نصار، *باب الحرية. انبثاق الوجود بالفعل*، بيروت، دار الطليعة، ٢٠٠٣، ص ٢٤٢-٢٤٣.

^{١١} Nikolaus Lobkowicz, « La méthode d'étude: du savoir à la sagesse », *Les jeunes et l'Université....*, op . cit., p.66.

^{١٢} هنري العويط، "الترخيص القانوني لمؤسسات التعليم العالي الخاصة"، *التعليم العالي في لبنان*، م س، ص ٩٥.

^{١٣} إيليا حريق، "في ماهية الدولة ومسؤولياتها"، *الدولة والتعليم في لبنان*، الكتاب السنوي الأول، الهيئة اللبنانية للعلوم التربوية، بيروت، ١٩٩٩، ص ١٩.

^{١٤} عدنان الأمين، *قضايا التعليم العالي في لبنان وآفاقه*، التعليم العالي في لبنان، م س، ص ٦١٣.

^{١٥} René Rémond, op. cit., 32.

**Speech of the President of Antonine University
F. Antoine Rajeh**

On the occasion of the 10th anniversary of the university

From mistrustful coexistence to creative cooperation

**Higher education in Lebanon
functions and challenges**

**May 15, 2006
Anniversary of Our Lady of the Spring**

PREAMBLE

Today we celebrate more than one occasion: first, the tenth anniversary of the official launching of the Antonine University, a commencement that came as a crowning achievement of the endeavors of our university work dating back to the sixties of the last century; second, the anniversary of Our Lady of Seeds or even our Lady of the Spring as my cherished predecessor liked to call it.

How nice of us to come every year, to offer the yield of the university and its hopes to Our Lady of Fertility and Love for her to bless them.

Here lies the reason why we wanted this annual anniversary to become a date where the university meets itself, its environment and the world. Hence, it will tackle the subject and concerns of higher education and serve up, to the family of the Lebanese University, the essence of well-thought-off conceptions and suggestions, that have bloomed beneath the feet of our Lady of the Spring, irrigated with blessing and knowledge at once.

While looking into the problematic of this vital sector, to which we dedicate the annual speech of the university's, we will try to open ever-new parentheses and to widen the horizon of possible via the experience we gained in this young inveterate university.

INTRODUCTION

The Church declared in the Vatican Council II that it really wishes that each branch of sciences worked according to its own principles and methods and according to the freedom of scientific prospectation that goes along with a rational and logical organization, the unique goal being to be able to plunge into the very essence of things and thereby getting, with every passing day, a deeper understanding. And once we have scrupulously studied the emerging problems and a prospectation raised by the progress of the modern world, we will reach a deeper knowledge of the way the unity of faith and reason could reach the one and unique truth⁽¹⁾.

In other words, the Church released scientific research from the grip of doctrines, without acknowledging any criteria for validity other than demonstration and experience. Nevertheless, it admitted that education cannot all on its own; assess the effects of its progress on human life and dignity. Therefore, it entrusted to the university, in addition to its educational function consisting in the spreading knowledge, a normative one, as well as a major role in evangelization, and promotion of a continuous dialogue between the Gospel and contemporary society. This ascertains the unity of reason and inspiration, and builds between knowledge and blessing the bridges of a humanified education and a wise faith.

On the other hand, the Council recommends that the different scientific institutions join their efforts, brotherly and generously, in the framework of a deep internal renewal enabling them to assume, consciously and deliberately their responsibility and to shine forth by the quality of their education rather than by their number⁽²⁾.

So where are we, in Lebanon, from the spirit of this Council?

Do the speeches tinged with good intentions and smooth words that university institutions deliver corroborate the existence of sufficient cooperation between them? Or is this limited to a mere mistrustful coexistence sustaining the modicum of losses expected from diversity, considered as an inevitable curse instead of being an aspiration to the highest degrees of creativity allowed by the mingling of those who are discrepant?!

Do our academic institutions cooperate by assessing the impact of knowledge on human life? Or do they contribute, without them knowing it, to the degeneration of scientific objectivity to an axiological agnosticism, the most dangerous results of the scientism?

In the light of these questions, we tackle higher education in Lebanon as well as its new and old concerns within the framework of a targeted criticism, wondering about the chances of success of this education in accomplishing its key educational, cultural and development functions among other things. Moreover, we will treat many emerging challenges that lie in wait for higher education in Lebanon at the present time, with the view of proving the possibility of relying on the values of cooperation, solidarity and partnership as basis for inter-university relations as well as their relation with the State. We will also try to bear out that blind competitiveness is not inevitable, if we want for this country to regain its statute as the University of the Arab World with all the progress and transcendence it ensues.

A- Higher education in Lebanon: where are we vis-à-vis our principal functions?

1- Higher education and social development opportunities

Our social policies could still be too elementary for us to allow ourselves to have the ambition, or the ingenuousness, to envisage the enlisting of the right to higher education among the fundamental rights. Nevertheless, we cannot but notice the massive democratization of what has been for long the elite's privilege, democratization that, far from being limited to discrepancies amongst the different social classes as to the access to high-quality higher education, strives to preserve everyone's right to a continuous education whatever his/her age may be.

This democracy does not affect solely the economically discrepant social castes, trying thereby to reduce the difference between the chances of those who are seeking a university work of superior quality, but it also tries to offer chances to individuals in the various stages of their life, from where arises the necessity to seek a continuous work.

Thereupon, higher education acquires a pivotal role in social development policies, all over the world and namely in developing countries.

It is consequently evident that we cannot evaluate this sector without taking into consideration this decisive criterion which is its success to offer opportunities for a satisfying social ascension in terms of quality and quantity.

While proceeding to such an evaluation in Lebanon the following questions would arise in front of us:

- The quantitative increase attested by university education in Lebanon; does it constitute a true

blooming in the chances and a guarantee of their fair repartition?

- The decentralization of the Lebanese University and some universities from the private sector: does it lead to a democratization of university opportunities?
- Do we have in Lebanon a study scholarship system enabling the students, whatever their social level, belonging or their place of residence, may be to follow the specialization of their choice? Or would they be constrained to confine their ambitions to their financial means?
- What is the impact of the continuously growing personnels that pre-university education accredits to the pursuit of high studies over these problematic issues? Is this quantitative growth the corollary of a qualitative increase in chances or a leveling down? Slow-in-coming selection policy (the policy that arises at the end of the first year of university, for example, or at the end of each education cycle): would it be an acceptable solution? Wouldn't it lead – as a matter of course – in a country like Lebanon, which lacks real substitute for university education, to a deviation towards marginal specializations or, even worse, to the leakage out of the education system? And in both cases, to the loss of great investments and a violation of their right, as citizens, to an adequate training appropriate to their competences and skills?

As a result, it is imperative that the State exerts itself, in the framework of a partnership with the private universities, to establish a scholarship system, consisting in the selection and adoption of talents at the secondary education level, offering a proper university education to those who deserve

exceptional support and encouragement. Such a system is undoubtedly expected to reduce discrepancies between the social groups in terms of opportunities to have access to a high quality university education in all majors.

As to unequal chances resulting from the excessive centralization of higher education, one can only ease them through geographical decentralization, motivated by a rational planning rather than by blind emulation and confessionalism. A similar procedure could contribute simultaneously to curb rural exodus and to give life to the socio-economic circuit of the peripheries.

It remains nevertheless a fact that opportunities of university education must be those of real social development, instead of mere opportunities to go to university institutions, and here lies a problem to be tackled later in the present speech.

2- Higher education and its educational and cultural functions:

The educational role of the university could be summarized in three points: “knowledge transfer, knowledge criticism and knowledge production ... for the first, it is a training exhorting to acquire knowledge. As regards the second, it is an acquired skill to analyze information and to subject it to comparison and deliberation. And finally, the third consists of an exceptional energy capable of transforming knowledge into an exceptional material of creation and innovation. Furthermore, producing knowledge requires the integration of research skills amongst learning aptitudes. In this perspective, knowledge production turns into a natural consequence of the criticism of the latter, a criticism that is automatically originated from a mode of transfer of knowledge in a reflexive and analytical manner”⁽³⁾.

It is worth noting, on the other hand, that the transfer of specialized knowledge acquires a tremendous importance in societies that, just like ours, are trying to wipe out a mythical Weltanschauung (world vision) spread out and maintained by religious fundamentalists and a whole network of profiteers and other ideology proponents that replace the roundabout means of reflection through the bypasses of slogans. This explains the determining role of university knowledge and its diffusion in the rationalization of the collective conscious.

Nevertheless, one cannot be contented with the simple transfer of knowledge which is imported, in its majority, from the industrial West, since in return it would sterilize our university education and let our societies stew for longer in an appalling state, a fatality of cultural alienation and dependence.

Therefore, it is compulsory that university education undertake the function of knowledge development, restoring to the scientific research its privileged place on the university priorities scale, while protecting itself, in the meantime, from the risk of declining to an advanced secondary education.

As for our students, are they well educated in that spirit? Have we trained them to practice their job-mission as innovators by teaching them how to tackle every piece of information as a temporary given, subject to reviewing or, to the contrary, have we instilled a spirit of passivity into them so that each idea preserves its aura as an evident postulate until its own author has sent us his own criticism at this regard?

The essential mark of university knowledge is whether its critical nature is open for discussion, for the dialectic exchange of ideas. In the opposite situation, universities would be reduced to a passive consumption apparatus of all kinds of “ready-to-think” things,

perpetuating the cultural and scientific marginality beneath the yoke of which are currently bending.

The goal of this promotion of the critical spirit is consequently, in last analysis, the accession to a certain level of the ability to produce knowledge, an ambition reproached with being excessively utopist, one can say. In fact, this is because of the quasi-break between university education and the labor market on the one hand, and the shortage of resources reserved for research as much in the universities as in the State budget, on the other hand. This objection isn't just a clear-sighted one, though it is always possible to turn around this pitiable situation by focusing the research on fields such as slight and processing industries, educational and social sciences as well as some sections of medical sciences. This stopgap measures policy requires a high degree of coordination among the universities and the association of industrials and other economic organizations to determine and define the parameters of research priorities.

If, nonetheless, we aspire to once again raise the highest level of our hopes, far away from contenting ourselves with the debris of solutions, it is in our interest to work a way to grant scientific research the position it deserves in the budgets of our successive governments since the investment of the human reasoning is the only economic bet that is not exposed neither to failure nor to corruption.

If we intend to go from a reformist literature, the plethora of which has no other equivalent than real sterility. For a real reform, it is necessary that the financing preoccupations of our governments with a view to encourage consumption and services, and to manage the deficit and to inure us to its effects, go together if not substituted with strategies aiming at production stimulation

sectors and especially a knowledge-research based production economy.

Such a bet may spontaneously consolidate the coordination among university research centers and production sectors, with all the advantages it creates, without them being only limited to the higher education quality. Moreover they must go much further in order to emancipate and open new horizons for economic freedom at the forefront of our society.

3- Satisfy the market needs for the specialized labor force

In the old days, universities never envisioned the problem of professional education, but things have changed, State employers, politicians and students themselves, give the privilege nowadays to the professional education criterion and require from the university to offer managerial staff and labor force at the expense of other criteria”⁽⁴⁾.

To what extent can higher education in Lebanon guarantee a professional education adequate to the market?

Let us not be excessively optimistic regarding the great number of holders of high diplomas in Lebanon. Statistics show that our higher education is in no way a visa to the labor market, since “the prospects of education really worry people since they fall short of the needs of the society in general, and those of the labor market, either in terms of quality or in terms of quantity”⁽⁵⁾.

Does the problem reside in labor market’s broadness or in the dark engulfing its indexes?

How can we progress then in this field, when there is a lack of real statistics as regards the rate of students flow to certain majors, on the one hand, and to the effective studies of labor market needs on the short and medium terms, on the other hand?

Some people say that job opportunities in Lebanon are more linked to belongings, favoritisms and other secret passes that govern the wings and catacombs of the Lebanese political society than to pure professional skills and abilities. In parallel, there are those who resort to auto-rectification mechanisms that cement non-oriented liberal system.

As for us, we are confident that the gap resulting from the State's dereliction of duty would neither be made up by a disguised confessional clientelism nor by the fake hope of prohibiting free reign to chaos in order for this latter to organize itself.

Whereupon and as much as we are entitled, as universities, to establish our own channels that can enable us to feel the labor market needs as well as to assess the degree of compatibility of our professional trainings with the required qualities for the labor market -- as positive measures compared to the lack of coordination when the State is outshined -- we insist nowadays that the latter, in its turn, assumes its responsibility in the elaboration of a very clear plan that would highlight the nature of the looked-for development in the labor market and the nature of its needs on the short and medium terms in the light of its vision of the economic role of Lebanon in the future.

4-The development and rationalization of the public debate

The university stands in the society for the brains provider, and therefore, it must develop and boost the public debate by purifying it from false-problems and futilities that threaten to sterilize it. A university neglecting its vocation of being a reformist ideas' incubator would be automatically lowering to the rank of a diploma or labor contract provider.

If it's true, based on the growing impact of the medias in this field, that the university can no longer aim at the monopoly of this function, it shouldn't, nevertheless, renounce its role, of giving to public debate the rhythm of objectivity, and of preventing it from being bogged down in waffle, or, even worse, of slipping to intellectual terrorism and every other process of disinformation.

The university may choose to swerve from the meanders of politics and to safeguard its stability and productivity through the complete or partial impoundment of politics. In other words, to choose to be nothing but housed on the national territory while roving, ideologically, in the space of non-belonging skies.

Hence comes a major threat but not the only one. In fact, staying away from the worries that threaten our society, in order to turn to pure professionalism is not the only risk to which the university in this mission is exposed. There is also the risk of the infiltration of the shallow demagogic speech epidemics inside the university speech, instead of the contrary. For instance, but without restriction, it seems that the majority of student elections and the activities that accompany them only represent, after all, a miniature reproduction of the Lebanese political life marred by favoritism and demagogy. The university milieu seems to be diluted with the rest of the "Lebanese agora" as much on the level of the speech as on that of practices, risking thus to lose its specificity.

Higher education, "outlined Rabah Abi Haidar", is the start of the distinction between obligation and commitment as well as a warning against the risks of truth camouflage through enthusiasm and emotions provocation, and the transformation of emblems into narcotics this is a passageway from a consent democracy, through primary or secondary didactic steps, towards a participatory democracy and a continuous immunization against the risks of

intellectual long-term stagnation in. or even against another risk, that of substituting passive agreement for openness and assiduity”⁽⁶⁾.

In this regard, some studies insinuate or point towards a relation quasi-inverse proportionality between the quality of the higher education in Lebanon and its commitment in the concerns of the agora. This is translated into schizophrenia in the identity of the university and its functions. In fact, this disjunction reveals, on the one hand, that the socio-political commitment of our university institutions falls short of the rationality and academism which are meant to tell the said commitment apart from the other forms of political action. In other words, a cohabitation, within the university, between the ideal of objectivity and positivism that governs the cognitive space, and of intrigues and infra-rational words that sometimes mar university “politics”.

It also means that the academic production of the university is oriented towards a market other than the Lebanese one, and our universities wouldn't be then, and without them knowing it, Lebanese save for their location.

A decisive responsibility of our higher education is worth being outlined in the creation of appropriate frameworks for the training of the students on democracy and critical thinking, a training that should contribute gradually to rationalization and facilitate communication within the public life.

Creating observatories that strive to monitor medias' impartiality, democracy practices and to respect the right of minorities, in addition to establishing anti-confessionalism clubs, gain a major importance as a means to grant a normative national dimension to students' political action, which should contribute in reshaping the concept of politics in Lebanon beyond the daily exchanges of fake emotions and precarious positions.

B- Higher education vis-à-vis the new challenges

In addition to its essential functions and the difficulties hindering its implementation, higher education is facing new challenges, some of which are related to globalization and others to its role in Lebanon in particular.

1- Decentralization and cooperation: happy needs

If there is a lesson to draw from the 20th century, wrote Ghassan Salameh, it would be to see decentralization as a must in the field of scientific research. In other words, cooperation among universities, until now a mere media slogan or a courtesy cliché, should be recognized as a vital must. Nevertheless, the so-called decentralization is a dialectics of junction and disjunction, of coordination and sharing, equidistantly far from the logic of isolation, withdrawal into oneself and blind competition that occupy, unfortunately, a large space in inter-university relations, and from authoritarian centralization. Therefore the following question becomes legitimate, nay urgent: are we up to taking these challenges and to assuming the civilizational responsibility that lays on us?

Needless to say that the ideological and demagogical trend of speeches tackling higher education, focused in its majority on syndical concerns, renders the coordination between the Lebanese University and private sector universities kind of heresy or nonsense, and renders coordination among private sector universities, a kind of conspiracy against the Lebanese University. But it is time to tackle higher education from a pragmatic point of view that would spare us the invention of unnecessary confrontations wherever the cooperation may be in the interest of each and every one.

Our universities are called to open up to each other and to cooperate, as a natural result of their awareness of the radical changes imposed by globalization and of their conviction that nothing but their complementarity and concertation could render them up to confront such elements.

Abdel Jalil El Tamimi scoffs, not without a reason, at the state of Arab research centers which “make themselves stand out” by their “non-complementarity and non-adoption of a cultural strategy covering the geopolitical spheres... These centers which work aside, isolated from each other, compete in a primitive and childish manner over marginal matters exactly like the conflict over the priority of the translation of some books” ⁽⁷⁾. Unfortunately, the scientific research in Lebanon does not escape this “rule”.

Could we be up to this challenge and our universities would they spurn then this competitive logic and turn to that of complementarity and interaction?

Coordination at research level is limited to a moral obligation but also to a pragmatic necessity determined by financial and logistic considerations: scientific research requires tremendous budgets which render technical and human resources specialization without squandering a necessity.

There are many *modus operandi* for this coordination such as the drafting of joint research projects amongst many universities or research centers or even the conclusion of inter-university agreements on how to distribute the subjects of research, in addition to the exertion of joint efforts in order for the private sector to finance direct economic profit research.

What we are suggesting here regarding the research may apply also to other levels such as experience exchange within the teaching staff and cooperation in the development of quality criteria and so forth.

2- Meeting productivity criteria without sinking into arbitrary mercantilization

“Science historians are unanimous about tying up the very speedy development of US sciences to the relation between theoretic and applied research just like between universities and the industrial sector. As regards the French system, for example, it shows a relative slowness due to the priority granted to theoretic studies without any direct link to the industrial sector.

The quasi-absolute primacy of the productivity criterion in the evaluation of academic and cultural activities constitutes a complex phenomenon; on the one hand, it triggers research and keeps university energies permanently intellectually alerted, but as soon as it turns into widened mercantilism, it threatens to subject the researcher himself to the laws of supply and demand. It might also threaten to sever the university from an integral part of its functions, namely the development of not immediately applicable knowledge.

The greatest challenge that may be posed to a country that, just like Lebanon, rethinks the functions of its higher education consists probably in adopting a perspicacious attitude towards the dialectic relation between knowledge and profit, an attitude that would render possible a well-thought-out sector, repositioning the economic efficiency which is reduced or indirect.

What do we expect from literature in Lebanon? What do we expect from Science faculties? What do we aim at when distributing diplomas, roughly and randomly, in fields of minor importance for the economic sectors, since we do not train our students for the practice of teaching or exhaustive research? Isn't there a futile investment, given that these students would be employed in fields matching up very marginally with their university training, and under

little satisfying pecuniary conditions melted to an incurable inferiority feeling.

One shouldn't forget to stress that boosting economically productive specializations, and limiting the plethora reaching the other sectors, could be also contributing to the development of these latter since no one would reach it save those who are really over-talented and skilled, and able to transform theoretic university research (in pure sciences such as arts, literature and Human Science) into a research work in line with in the guidelines of international norms or even high quality artistic innovations.

Higher education is, after all, responsible for culture, and its role could not be reduced to the incubator of labor force.

3- The role of the university in the development of other educational sectors

It is evident that pre-university education sculpts the cognitive profile of the students. Every single genuine impulse to transform higher education from a simple professional training apparatus into a knowledge producer must absolutely be backed up with a radical revision of the functions or objectives granted to the different cycles of school education. Universities are the ideal framework for a similar review.

“Universities are not sufficient all alone to train how to conduct research. This operation is a continuous toil that starts with primary education years and that never ends. It is pre-university education that awakens the spirit of criticism and scientific tendencies of the students Hence, higher education would no longer be obligated to choose the elites to conduct the minimum of researches that meet international norms, which is the case nowadays”⁽⁸⁾.

But since higher education is itself responsible for the education of the personnel that manages the other sectors of education, be they teachers or managerial staff, the responsibility of developing the educational sector in general falls on it, by diffusing and implementing the concept of constantly evolving knowledge in the methods of education. The evolution of scientific research skills also falls also under its responsibility.

4- University liberties, beyond university

Micheal Walzer considers that “Liberalism is a world of ramparts, each of which gives birth to a new freedom... the limits drawn between the Church and universities have lead to academic liberties due to which... the university has acquired the form of a fortified city.” In this regard, educators have gained the right to heresy or to think beyond of the lines drawn by the authority, although they no longer enjoy the anonymous immunity they used to have during the Middle Age: they become intellectually independent.

If the parliament is the place where the factions of society reject material violence and resort to dialogue, which is a symbolic framed and regulated violence, and if parliamentarians’ immunity is the guarantee for freedom of speech, academic liberties would then render the university a place where ideas meet, far from compromises that are rife in politics, and jostle together far from fake absorptions that substitute the genius of conciliation for mediocrity and hypocrisy.

These academic liberties are the ideal framework for a dialogue which is equidistantly far from violence and compromises. The university’s liberty is not an immunity that tolerates infringements but rather an openness to other great possibilities, to renewal aptitudes⁽⁹⁾. It is a question of an immunity against external factors, that is to say, the

influences of the State and its authoritarianism and, a question of an internal immunity that would prevent the university from turning into the camp of the unidirectional logic.

We are not trying here to recall the founding texts of academic liberties or the Declarations of Lima, Dar As Salam, Bologna, or Kimbala, but we find it indispensable to rethink the way we practice university liberties with a view to pave the way for a re-formulated general notion of liberty.

Tackling freedom in this context would seem quite weird, for speeches on freedom in our society stand constantly for mottoes brandished by those who are powerless against the authority, devoid of sense in the said authority, may it be a university or otherwise.

But for us, freedom is a prerequisite for creation, a tool that we must purify from the after-effects competition, and lift towards the reasoned solidarity which might make supple the “us and them” duality.

As universities, it is an opportunity, nay an obligation for us to achieve a breakthrough, as little as it may be, in the ossified mentality that conceives the president and the presided over as being “two very contradictory camps: if one widens, the other shrinks”⁽¹⁰⁾. We are mainly bound to institutionalize “the solidarist liberty,” to quote Nassif Nassar, and to raise it to the highest degrees of efficiency.

It is also evident that the fresh air freedom would set us free from axiological rigidity the grip of which does not spare anyone, even within academic spaces.

If it is true that freedom is truly the walls’ daughter, it would still be set, by its very nature, to make its way through them. In other words, once laid in the universities, it won’t be long before freedom contaminates the rest of the public space, passing beyond the campuses for it to bloom in a culture of liberty.

5- The language: a challenge to quality and belonging

Language is not a mere tool of expression, plenitransparent or neutral from the axiological point of view; rather it is a complex component of cumulated experiences and semantic deviations carrying through time some *Weltanschauung* (vision of the world). Thereof, the formulation of sciences based on the maternal language is a primordial necessity to irrigate it with new ideas, and the societies practicing it with a new blood. Hence, arises the necessity to put the Arabic language again in the center of the contemporary scientific interests.

Universities would be the ideal framework for this civilizational insemination, since they are the most appropriate to produce scientific researches and studies in Arabic, and guarantee, consequently, the restoration of this language as an authentically living language.

So saying, the State should proceed to the launching of a project that encourages the publication of university research in Arabic, as well as in other languages. This is expected to win at once two challenges often considered contradictory: to live and think at the world's rhythm, and to work for a local cultural renaissance. As for us universities, it's our duty to make the conditions of a scientific research easier to be satisfied, and to require the Arabic translation of the research we conduct in other languages.

It would also be superfluous to return the spotlight to the importance of multilingualism. So let bygones be bygones, including the time when this latter was considered as a tool of cultural alienation, or of a political dependency.

The problem lies nowadays mainly in the linguistic level in perpetual deterioration - all languages taken into account - among university students. This problem has its origins, at least partially, in telecoms invasion of the communicational space and the imposition, as tools of

simplified and superficial linguistic systems. This does not exempt us from our duty to rehabilitate the linguistic aspect in our establishments.

Furthermore, the time has come to get beyond the simple multilingualism and require linguistic excellence, is the transformation of the mastery of advanced linguistic levels into an additional asset for our higher education.

6- Conciliating education and training

At a time when education's quality, productivity, management and other questions where it is easy to translate the educational work into a number of indexes figures are in the limelight, one should keep in mind more difficult matters, such as those regarding some functions of the university that no economic efficiency study has assessed, and that do not escape from the control of managers. It is very risky to transform the university into a center of cognitive services visited by the students as mere clients of knowledge or labor.

University must regain its role in the field of education and training. Sculpting and forming the personalities of people is the core goal of education. Therefore, the priority goes to the consolidation of self-confidence, spirituality and ethics.

The Arab conference on higher education has stipulated in a document issued in March 1998 that the competences to be developed by higher education among students could be divided into three categories: academic competence, personal competence and competence required for the world of labor and common life. Personal competence should not be separated from our university priorities otherwise scientific objectivity might slip to axiological agnosticism.

‘The path that leads from knowledge to wisdom,... does not consist in doctrines, but in questions that we have to

ask to ourselves like existential researches on ourselves”⁽¹¹⁾. And it is the university’s duty to create the frameworks and occasions that allow the students to wonder about the aim of mankind, and the values that must regulate the life of this latter, and to offer them knowledge as a catalyst for ethical questions.”

C- The most ancient and most recent matter: the State and higher education.

“The most distinguished characteristic of the relations between the Lebanese government and higher education may be the limited role of the State at the birth, during the development and the organization of this latter. It is worth noting here also that the private institutions of higher education, some of which trace back to the nineteenth century, have accomplished their pedagogic mission with a quasi-independence of public authorities... The first text, if not the only one, that aims at organizing higher education in Lebanon, is the law dated 26/12/1961”⁽¹²⁾, would be sufficient proof.”

But it is the case of the Lebanese government vis-à-vis all sectors, as the civil society is more ancient than the State, nay by far more vital. Let us admit that we are here in front of a reality that paves for us the way of globalization, preparing us to cope with the political changes, instead of being a stumbling block in the State’s structure hindering the good management of its citizens’ affairs. The whole world is going towards alleviating the public sector and to reducing the State’s responsibilities in the economy and services sectors in order to limit them to mere supervision and coordination, far away from any form of monopoly and interventionism.

Based on this, we must find a method of cooperation between the State and the private sector which transcends

state interventionism on one hand and anarchy on the other hand.

1- The structure and functions of the Ministry of higher education

In spite of administrative slowness and the other political obstacles, the Ministry of higher education is right now on the right path to reform. Here we come to its endeavors and reiterate the broad lines of the reform as we conceive it.

- It is imperative for the ministry of higher education to be transformed from an administrative apparatus into a coordination and planning organism, which is meant to provide documented and deeply examined information regarding higher education in Lebanon. It is shameful for a researcher in this sector not to find a computer database that enfolds and covers all the activities of the said sector and that gives accurate and continuously updated descriptions of the factors adopted as indices of good quality, starting with the buildings and the material, including curricula, specializations and educational methods, and scientific researches and publications, to reach the skills and aptitudes of the teaching and managerial staffs and others. Such statistics might set governmental politics regarding higher education free from of this spiral of prejudices and political projections, and guide them to a knowledge-based approach, positive and objective, where the administrative and legislative scopes could serve as adequate conditions, that instead of hindering the implementation of the academic priorities, facilitates it.
- The ministry of higher education as we conceive it, sponsors the university evaluation and accreditation workshop,

protecting the students against cheating and exploitation, and the universities from unfair judgments. In fact, resorting to a specialized international institution for the evaluation would spare it illusory problems emerging from the foundation of new university establishments as well as the subjection to political and confessional allergies.

- This ministry must also include a special unity for the studies and the planning to set up a clear policy for the future of higher education that meets the following problematic:
 - The geographical repartition of the institutions. Do we aspire to decentralization to support the development of the peripheries, one of the missions that higher education claims to fulfill, or do we prefer large university campuses which prevent the dispersion of resources and the squandering it entails?
 - What may be the future of the labor market in Lebanon and the neighboring Arab countries? What are the higher education priorities as to the professional education, and the extent of compatibility of today's university education with the labor market needs?
 - Would Lebanon be able to become the University the Arab World or its technology institute? In which majors is it pioneering and in which does it have a maximum of competitiveness and the investment capability?
 - We suggest thus the establishment, within the ministry, of broad consulting organisms formed in line with the criteria of need and competences not only according to

favoritisms, compromises and personal interests that throughout the years have only broken fundamental political equilibriums and violated citizens rights. The said organisms are meant to consecrate the true partnership between the State and the universities of the private sector. This ministry should include a national research organism put in charge of the drafting of national strategies in the field of research, of evaluating published research and of providing it with the support it deserves.

- This ministry should try to update the legislations related to higher education in accordance with local needs and universal changes.

2- The philosophy of belonging and citizenship

“Despite the said respect of the freedom of education, the Lebanese regime shows alarming symptoms, one of which is the tendency of post-Taef governments to set themselves up as tutors of citizens’ belongings. Today’s government considers that the allegiance to Lebanon as a homeland and to its political entity as a State is a norm to serve as a pillar for the education of the youth. In regards to primary belongings, like the belonging to a family or a confession, it considers them negativities that generate sterile conflicts within the political society”⁽¹³⁾.

As a result of the generalization of this orientation, private sector universities could be considered factories for anti-patriotic belongings. This is an idea, deep-rooted as much in the media jargon as in the official declarations.

However, studies show that “nominating community representatives is, in principle, the mission of the Lebanese University. This means that, in case the State decided to prioritize national allegiance, the only way would be to rethink the situation of our national university, the scattered debris of which must be gathered in the very bosom of the communities. This means also that giving a confessional character to higher education does not necessarily reside in the private sector universities”⁽¹⁵⁾.

Yet this wouldn't exempt us, as universities of the private sector, whose links with the religious authorities or with other countries raise doubts as to their patriotic loyalty, from exerting this creative tension between identity and openness in the center of our academic actions, and to harmonize identity and communication, unicity and integration, within the personal competences that we must develop among our students.

We shall also bear in mind that we are supposed to work relentlessly to prevent our so-called links from degenerating to a cultural alienation, and ensure that the specific identity that every university is trying to form would not become a complex of superiority or a withdrawal into itself.

“In the youngest countries, those that have recently obtained their independence and are still in search of their identity, universities have another responsibility: they have to contribute to the constitution of this identity...on the condition not to sow the sense of identity, chauvinism and withdrawal into oneself. It is crucial then to find a halfway between the commitment to the particular identity and openness to the world”⁽¹⁶⁾.

CONCLUSION

What is there to conclude at the end of this examination of conscience?

It seems that the university panorama in Lebanon is that of a fusion of potentials huge and concealed. This is also an archipelago of isolated islands and of parallel unsynchronized projects.

The time has come for the competitive logic that favors the near interest, at the expense of the criteria of quality and public interest, to beat a retreat in front of a logic of sincere solidarity that reconciles our Christian values and the imperatives of the new world, and to restore to our university institutions a gleam that they risk to lose once transformed into mere investment projects fed by rivalry and competition and waiting for their official passes from the labor market.

If the Human Being whom we are aspiring to constitute is unique and if the truth that we are drawing from these labyrinths of sciences is also unique, then would our efforts be vain and scattered? Do we have the right not to stop feeding the logic of suppression and blind emulation?

In a nutshell, on the anniversary of our Lady of the Spring, we join Aristotle in saying that a swallow doesn't make the spring. And if there would be a spring for Lebanon, as the university of the Arab world, from which it draws its labor force and through which it overviews the high peaks of human discoveries, so time has come for these "swallows" to look beyond their own wings, and to see, far off, in the ultimate horizons of their vocation, the fervor of "those who asked for bread but didn't find anyone to cut it for them."